



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 27 juin 2022

Aux USA, les intégristes de la Cour suprême contre le droit des femmes

Vendredi dernier, les juges de la Cour suprême des États-Unis ont supprimé l'arrêt, datant de 1973, qui garantissait le droit à l'avortement dans l'ensemble du pays. La remise en cause des droits des femmes à disposer de leur corps, à choisir, droit acquis après de nombreuses luttes, n'est malheureusement pas une nouveauté (la Pologne l'an dernier, par exemple). Mais que ce soit au tour du pays le plus puissant et soi-disant le plus moderne de la planète, est un signal dangereux pour les femmes du monde entier, et particulièrement pour les femmes des classes populaires.

Six juges et de puissants lobbies derrière eux

Cette abolition du droit à l'avortement, décidée à six contre trois, par les juges de la Cour suprême, saluée comme « la volonté de Dieu » par Donald Trump, n'est pas seulement le fait de ces juges réactionnaires : sur les 50 États des USA, treize avaient déjà préparé leurs lois d'interdiction, n'attendant que le décret de la Cour suprême pour les appliquer. D'autres pourraient suivre. Le Texas avait même pris les devants, en septembre 2021, avec sa loi dite du « battement de cœur » qui interdit l'avortement après six semaines de grossesse, un délai qui signifie l'impossibilité dans la plupart des cas.

Quant à la Cour suprême, elle avait, la veille même, le jeudi, autorisé le port d'arme dans la rue à New York pour satisfaire le puissant lobby des armes, malgré les récents massacres dans des écoles aux USA. Sacrés défenseurs du « droit à la vie » !

Les femmes des classes populaires premières victimes

Passons sur l'hypocrisie d'Apple ou de la banque Morgan qui ont annoncé qu'elles financeraient les trajets de leurs salariées qui auraient besoin d'aller dans un autre État pour avorter. Est-ce pour paraître plus libérales ? Ou plutôt parce qu'une enquête aurait calculé que l'interdiction de l'avortement coûterait plus de 105 millions de dollars à l'économie américaine par an, en raison des complications liées aux avortements illégaux et aux soins qu'ils entraînent, quand ce ne sont pas des décès ?

Ce sont comme toujours les femmes des classes populaires qui subissent les conséquences les plus dures de ces attaques, celles qui ont les plus bas salaires ou sont non-salariées, les plus précaires.

L'hypocrisie des gouvernants « démocrates » !

Biden s'indigne, mais se dit impuissant, pour ne gêner personne. Sa seule solution : faire du problème du droit à l'avortement l'un des arguments de campagne des démocrates aux prochaines élections parlementaires de mi-mandat, après avoir appelé au calme les protestataires. Heureusement, il n'a pas été écouté et les protestations se sont multipliées.

En France, l'ensemble du monde politique cherche à se donner le beau rôle en annonçant une potentielle inscription du droit à l'avortement dans la Constitution, comme si ça garantissait quoi que ce soit. Mais les mêmes, Macron en tête, détruisent l'hôpital public, stoppent les subventions au planning familial par leurs plans d'économie, rendant, non par la loi mais par les faits, l'avortement extrêmement compliqué pour bien des femmes ! Ce n'est pas la Cour suprême, mais c'est la Cour des comptes qui, trouvant la santé trop coûteuse, dicte ses lois.

Combattre reculs sociaux et idées réactionnaires

Ici comme aux États-Unis, les plus réactionnaires sont à l'offensive, et dans les commandos anti-avortement, anti-immigration, xénophobes et racistes on retrouve souvent les mêmes. Quand en 2019 les subventions de l'État au planning familial du Rhône ont été réduites de 43 438 euros (soit 30 %) ce sont les élus du RN qui ont applaudi vigoureusement. Les mêmes déblatèrent sur CNews, la chaîne de Bolloré, qui diffusait un film anti-IVG l'an dernier.

Contre tous ces promoteurs d'idées rétrogrades, contre la régression sociale, nous ne pouvons que nous sentir renforcés par les milliers de manifestantes et manifestants qui ont déferlé ce week-end à Washington et dans de nombreuses villes des États-Unis pour protester contre la décision de la Cour suprême. Et rappelons-nous que, ces dernières années, ce sont les manifestations de masse et la lutte des femmes qui ont arraché le droit à l'avortement, en Argentine ou en Irlande.

NOTRE PRESSE
version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :



www.convergencesrevolutionnaires.com



Convergences révolutionnaires

Tripatouillage pour ne pas nous payer

La direction prévoit un accord d'intéressement pour les 3 prochaines années. Au lieu de calculer le montant sur les résultats mondiaux ce sera notamment sur les résultats européens : une petite astuce pour limiter encore les montants. Ce dont a besoin ce n'est pas de cette prime volatile, on veut du ferme : une augmentation de salaire mensuelle.

Désordre capitaliste

À cause d'un manque de puces électroniques, il y a plus de 3 semaines de chômage à PSA Sochaux, 8 jours encore à PSA Rennes. À PSA Poissy, le chômage impacte maintenant les secteurs bacs batteries à cause de la baisse de la production de voiture électriques à PSA Trnava. Et après on osera nous demander de faire des samedis matin et dimanches soir.

Toute cette désorganisation met en lumière l'incapacité des capitalistes à gérer la production et l'économie. Ce n'est pas à nous de payer : le chômage doit être payé à 100 % !

L'enfumage du passage à l'électrique

Au prétexte des difficultés d'approvisionnement, la direction privilégie la production des modèles les plus chers car plus rentables. Une tendance qui va s'accroître avec la transition énergétique. Luca de Meo, PDG de Renault, fait mine de s'en désoler dans un entretien au journal Capital : *"Les réglementations nous mettent donc dans une situation où l'on ne peut plus produire de petites voitures accessibles"*.

Loin de toute préoccupation écologique, le tout électrique à partir de 2035 (sauf pour les voitures de luxe d'ailleurs) vise à restructurer le secteur pour ne produire que des modèles hauts de gamme. Moins de volume et des voitures plus chères ça veut dire l'impossibilité d'en obtenir et des licenciements pour nous mais de juteux profits pour les constructeurs comme Renault ou PSA.

Les salariés de Douvrin toujours menacés

Lors du CSE du 23 juin dernier, Carlos Tavares est revenu sur sa promesse de produire le moteur EB GEN3 sur le site de Douvrin. Promesse donnée pour calmer la colère des salariés qui s'était exprimée lors de débrayages et manifestations, jusqu'au rassemblement devant l'usine le 6 mai 2021.

Pour rappel, en 2021 la direction avait annoncé la fin du moteur Diesel EP sur l'usine, le plan d'activité ne prévoyait alors que la production du EB GEN2 qui va devenir obsolète selon les normes européennes en janvier 2025. Les 1500 salariés de l'usine voient leur avenir menacé alors même que PSA a été arrosée d'argent public (1 milliard d'euros de l'Etat et 80 millions d'euros de la région Hauts-de-France).

Pour obtenir autre chose que des promesses patronales qui n'ont jamais de valeur, il va falloir une mobilisation d'ampleur de tous les salariés PSA !

Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Un scénario qui se répète en Serbie, à Kragujevac au sud de Belgrade. La direction a annoncé un "tournant" pour l'usine Fiat qui serait transformée en une "nouvelle plateforme électrique". Comme à PSA Douvrin avec ACC. Et comme à Douvrin, ce sont 1500 emplois qui sont menacés. Les "solutions"

proposées par la direction sont d'ailleurs inacceptables : des salariés pourront postuler pour être transférés en Slovaquie, en Pologne, en Italie ou en Allemagne... Sacré choix entre se faire virer de l'entreprise ou de chez soi ! De Douvrin à Kragujevac, les mêmes menaces appellent les mêmes réactions des salariés. Et si elles étaient communes, elles auraient toutes les chances de faire reculer la direction.

Les urgences « tombent » les unes après les autres

Après Bordeaux, Rennes, Toulouse, c'est au tour de Grenoble de voir les services d'urgence fonctionner en mode dégradé : appel obligatoire au 15 et fermeture la nuit. À ce jour, plus de 120 services d'urgence sont dans cette situation, reflet du naufrage de la santé publique. Et que propose le gouvernement ? Un plan « flash » dont les conclusions pourraient être reportées... mais rien sur les embauches, rien sur les salaires.

Seule une lutte résolue et généralisée du personnel pourra arracher les mesures d'urgence indispensables au sauvetage de l'hôpital : des augmentations d'au minimum 400 euros pour tous et des embauches massives.

Soyons tous et toutes ingouvernables !

Une semaine après le deuxième tour des législatives, le cirque parlementaire bat son plein. Macron a lancé des consultations en évoquant l'idée d'un gouvernement d'union nationale allant du RN à la Nupes. Il n'en fallait pas tant pour que les ambitions s'expriment : Le Pen annonce déjà que le RN votera certaines lois, quand Roussel du PCF, Jadot des Verts ou Faure du PS répètent qu'ils seraient prêts à gouverner... Effectivement, ils trouveraient facilement un terrain d'entente avec Macron, lui-même issu de cette « gauche » gouvernementale qui a mené une politique aussi brutale que la droite contre le monde du travail.

Ingouvernable la nouvelle Assemblée ? Ça reste à voir. Les députés s'appêtent à examiner le projet de loi sur le « pouvoir d'achat » : de la poudre aux yeux et des miettes, alors que la vie est de plus en plus dure. Car leur Assemblée est peut-être bloquée, mais pas les prix des produits de première nécessité, ni les licenciements ! C'est que le patronat n'a pas besoin d'attendre la fin des joutes parlementaires pour nous faire les poches.

Ce n'est ni ce Parlement, ni aucun autre, qui votera un rattrapage des salaires de 400 euros par mois et leur indexation sur les prix. Pour l'obtenir, il va bien falloir que par nos luttes, nos manifestations et nos grèves, nous rendions la France des riches ingouvernable !

Retrouvez les bulletins L'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

